

NOTE D'INFORMATION – 16 avril 2007

Une promenade à New Delhi ?

Le G4 s'est retrouvé la semaine dernière à New Delhi. Une série de réunions s'est tenue entre le Brésil, les Etats-Unis, l'Inde et l'Union européenne ensuite rejoints par l'Australie et le Japon. Ce G6 s'est clos sans grands résultats en apparence, ce qui contribue à entretenir le pessimisme ambiant. Présentée comme une nouvelle « dernière chance », cette rencontre au sommet a accouché d'une souris.

Une déclaration sans conséquence ?

La déclaration finale de ce G6 semble, de prime abord, n'avoir pas vraiment d'autre intérêt que d'informer les autres membres de l'OMC que les six grands se sont effectivement réunis à New Delhi. Les participants envisagent d'intensifier leur travail pour faire converger leurs vues et ainsi contribuer à la conclusion du Cycle pour la fin 2007. Ils estiment avoir un rôle de facilitateur dans le dégagement d'un consensus entre tous les membres de l'OMC. Au vu de ces maigres résultats, on peut se demander à quel point ils prennent au sérieux ce rôle et comment ils comptent arriver à un résultat global à la fin de l'année quand aucun résultat partiel ne ressort de ces consultations plurilatérales. Avant même la finalisation de cette déclaration, l'on savait qu'il ne fallait pas s'attendre à grand-chose. Si les Européens avaient rappelé l'importance de telles réunions, les Américains, eux, avaient annoncé qu'il n'y aurait pas de percée mais qu'ils restaient ouverts. L'Inde, quant à elle, avait déclaré ne pas se sentir concernée par la date de l'échéance du Fast Track (30 juin 2007) qui préoccupe les Américains. La discussion sur les produits spéciaux a achoppé et le G6 a insisté plus sur les difficultés de trouver un accord que sur d'éventuels résultats. A quoi sert de prévoir d'autres réunions du G6 si ses membres ne sont toujours pas prêts à entrer en matière sur les sujets qui fâchent ?

On peut néanmoins retenir trois éléments de cette déclaration. Premièrement, une intensification des réunions du G6 tendrait à maintenir la pression et la discussion sur l'agenda. Deuxièmement, l'inscription d'un nouveau deadline viserait à pousser le Congrès américain à accorder une nouvelle TPA de six mois ciblée sur Doha à

l'administration de Georges Bush. Troisièmement, l'affirmation selon laquelle le G6 va continuer à travailler en parallèle avec Genève tendrait à confiner les acteurs de l'OMC dans un rôle plutôt attentiste, ce qui n'est pas du goût de tous.

Qui est responsable ?

Si rien ne bouge, c'est sans doute que chacun des grands acteurs considère toujours qu'il revient aux autres de faire de nouvelles propositions en premier. Tous refusent de baisser leur propre garde. Ainsi, les Américains disent qu'il faut que Doha avance pour obtenir un nouveau Fast Track et reprochent à l'Inde de chercher à gagner du temps, la considérant comme un obstacle majeur à la négociation. L'Union européenne, qui attend des Etats-Unis une proposition substantielle en matière de réduction des subventions, se voit critiquée de ne pouvoir rien avancer à cause des élections présidentielles en France. Enfin, les deux Grands occidentaux demandent aux pays émergents des efforts supplémentaires sur l'accès au marché dans le domaine de l'industrie et des services. Pour tous, l'agriculture demeure le nœud gordien des pourparlers. Ce climat de suspicion est loin d'être propice à la discussion. Ces non-résultats émeuvent aussi la patience des autres membres de l'OMC qui se sentent dépossédés de la négociation par le G6.

Les ministres du Commerce ont prévu de se revoir mi-mai, sans préciser ni où ni quand exactement. Par défaut, ils se verront de toute façon à Paris pour l'Assemblée annuelle de l'OCDE prévue les 14 et 15 mai 2007. Même si un nouveau deadline a été mis pour la fin décembre, il semble évident pour tous que sans percée avant l'été, l'avenir de Doha – déjà bien incertain – sera plus que compromis.

Des textes des Présidents de Comité

Comme souligné dans la note d'information précédente, des textes formulés par le Président des négociations agricoles et par le Président du groupe de négociations sur l'accès aux marchés devraient sortir ces jours-ci. Moins ambitieux que ce que l'on pouvait espérer, en tout cas de ce que l'on sait pour l'agriculture, le texte devrait soulever des questions et des problèmes plutôt que proposer des réponses. A la question de savoir si Lamy lui-même pourrait sortir un papier servant de base pour l'accord, l'intéressé a répondu : « Ce n'est pas mon option préférée, car elle ne correspond pas à la culture de l'organisation, fondée sur le consensus, la transparence et une approche bottom-up (de la base des membres vers le haut). Mais si le choix

devait se situer entre l'échec de la négociation et une ultime tentative de ce type, je n'hésiterais pas. Il y a un moment où les chirurgiens se disent que, entre ça ou la mort, il vaut mieux opérer ! »¹. Au train où vont les choses, il faudrait peut-être se demander quand plutôt que si Pascal Lamy devrait prendre la plume...

IDEAS Centre offre des services de conseils de politique générale aux gouvernements des pays en développement et en transition dans les domaines du commerce international, du développement et de la gouvernance économique. IDEAS Centre aide les pays à faibles revenus à défendre leurs intérêts commerciaux et ainsi à mettre à profit leur appartenance à l'Organisation mondiale du Commerce (OMC) d'une manière favorable à leur développement.

Nos précédentes notes d'information sont accessibles sur notre site: www.ideascentre.ch.

IDEAS Centre, 10, rue de l'Arquebuse, 1204 Genève, Suisse
T +41 22 807 17 40, F +41 22 807 17 41

¹ L'Express, 12 avril 2007.